Communiqué de presse

21 mars, journée mondiale contre le racisme : stoppons le tapis rouge déroulé à l’extrême droite

21 mars, journée mondiale contre le racisme : stoppons le tapis rouge déroulé à l’extrême droite

mercredi 20 mars 2024, par CGT educ’action

La Journée internationale pour l’élimination de la discrimination raciale est célébrée chaque année le 21 mars, pour commémorer ce jour de 1960 où, à Sharpeville (Afrique du Sud), la police a ouvert le feu et tué 69 personnes lors d’une manifestation pacifique contre les lois relatives aux laissez-passer imposées par l’Apartheid.

À cette occasion, le ministère de l’Éducation nationale met en avant une semaine d’éducation contre le racisme et l’antisémitisme (18 au 24 mars) qui associe l’ensemble de la communauté éducative et pédagogique, dont les parents d’élèves et les personnels des établissements scolaires, les organisations étudiantes et lycéennes, mais pas les organisations syndicales des personnels alors que c’était le cas dans les années 2000, notamment pour la FERC. Cette semaine a pour finalité « le respect de l’égale dignité des êtres humains, quelles que soient leurs origines, leur condition, leurs convictions, l’éducation à la lutte contre les préjugés et les stéréotypes, la tolérance et l’enrichissement mutuel, l’encouragement à l’esprit critique et la résistance face à l’injustice ».

Mais derrière cette « devanture » la réalité est un jeu de dupe que joue la majorité présidentielle avec les partis d’extrême droite, Rassemblement National en tête. Loin du rempart annoncé au lendemain du 1er tour des élections présidentielles, le gouvernement orchestre un face-à-face malsain avec ce dernier, notamment à l’occasion des futures élections européennes, cherchant à promouvoir un duel inexorable. Et pourtant comment affirmer lutter contre l’extrême droite quand on légitime une partie de ses idées réactionnaires ? Loi asile immigration qui restreint encore les droits des migrant·es malgré la censure partielle du Conseil constitutionnel ; remise en cause du droit du sol ; multiplications des OQTF (obligation de quitter le territoire) et des reconduites à la frontière y compris d’enfants qu’on vient chercher en classe ; retour à une éducation surannée avec des uniformes, des classes de niveau, le tri social et la sélection ; mise au pas de la jeunesse avec la volonté de généraliser le SNU (Service national universel).

Ces décisions politiques impactent concrètement la vie quotidienne de ceux et celles qui vivent et travaillent ici et de celles et ceux qui arriveront demain et s’accompagnent du

renforcement de toutes les inégalités sociales et de l'exploitation de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs. Elles font le jeu de l'extrême droite, Rassemblement national en tête, participant à sa « dédiabolisation » et à sa normalisation dans le monde politique.

Et pourtant l'extrême droite ce sont des votes contre l'augmentation du SMIC, l'indexation des salaires sur l'inflation, l'encadrement des salaires, le blocage des prix de première nécessité, la gratuité des premiers mètres cube d'eau, la gratuité des cantines et fournitures scolaires pour les plus modestes, la revalorisation des petites retraites, la garantie d'autonomie à 1063 €, le gel des prix des loyers, l'augmentation des hébergements d'urgence, le rétablissement de l'ISF, la taxe sur les superprofits, la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros, l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe, le milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes.

Et des votes pour la fin des droits au chômage après abandon de poste, la fin des allocations chômage pour les employé·es refusant un CDI à la fin de leur CDD, la réduction des droits au chômage des étranger·es hors UE, l'interdiction de la présence d'étranger·es au sein des instances représentatives du personnel, la limitation du droit de vote des travailleur·ses précaires aux élections professionnelles, la hausse de la défiscalisation des heures supplémentaires, l'interdiction de l'écriture inclusive et la loi Darmanin.

L'extrême droite, c'est aussi une section de l'Action française qui, pour remettre en cause la constitutionnalisation de l'IVG et le droit des femmes à disposer de leur corps, s'attaque à une statue de Simone Veil à la Roche-sur-Yon et y adosse une pancarte portant l'inscription « La Constitution tue nos enfants ».

L'extrême droite, ce sont aussi plus de 200 groupuscules extraparlementaires qui prônent la violence et s'attaquent aux organisations syndicales, aux associations LGBTQIA+, etc., prônent des actions collectives et organisées contre les personnes racisées. La dissolution est inefficace si rien de plus n'est fait comme le démontre les mouvances entre Génération identitaire et Les Remparts ou Argos.

L'extrême droite, ce sont des attaques et propos racistes contre Aya Nakamura, artiste franco-malienne pressentie pour participer à l'ouverture des JO et dont Marion Maréchal dit qu'elle ne chante pas en français et ne représente pas la langue française.

Pour la FERC CGT, lutter contre le racisme c'est lutter contre l'extrême droite, mais aussi ses idées et ses pratiques d'où qu'elles viennent. C'est abroger toutes les lois et les contre-réformes qui mettent à mal les droits de tout ou partie de la population. C'est œuvrer au progrès social pour l'émancipation de toutes et tous.

Montreuil le 19 mars 2024

Lire et télécharger ici le communiqué complet de la FERC-CGT, la Fédération des syndicats CGT de l'Enseignement, de la Recherche et de la Culture (dont la CGT Éduc'action fait partie).